

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JANVIER 2020

### Délibération n° 2020-015- DC

<b>Date d'affichage :</b>		Le trente janvier deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis Amphithéâtre E Guiliani au siège de l'Agglomération, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le vingt trois janvier deux mille vingt.
<b>Le 5 février 2020</b>		
<b>Effectif statutaire :</b>	93	<b>Présents : (52)</b>
<b>Membres en exercice :</b>	93	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Lionel FLEUTRY, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAULT, Anatole MICHEAUD, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Jacky BOUCHENOIRE, Béatrice BERTRAND, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON, Patrick ALOPE, Sophie ANGUENOT, Jean-Pierre ANTOINE, Françoise AUVINET, Gilles BARDIN, Noël BAUDOUIN, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Bernard BOUTIN, Claudia CHARTIER, Bruno CHEPTOU, Patrick CONDEMIN, Françoise DAMAS, Diane de LUZE, Pierre-Yves DELAMARE, Marie-Luce DURAND, Didier GUILLAUME, Alain JOBARD, Sylviane LE COQ, Eric LEFIEVRE, Danielle LEGUAY, Jack LOYEAU, Patrice MOUCHAR, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, André NIORT, Alain PASSEDROIT, Nicole PEHU, Grégory PIERRE, Bruno PROD'HOMME, Dominique SIBILEAU, Françoise SILVESTRE DE SACY, Jean-Marcel SUPIOT, Gilles TALLUAT, Jacqueline TARDIVEL, Eric TOURON.
<b>Quorum :</b>	47	<b>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</b>
<b>Présents :</b>	52	Gérard PERSIN par Serge BRANCHEREAU
<b>Excusé(s) :</b>	20	
<b>Dont représenté(s) :</b>	16	<b>Excusés : (20)</b>
<b>Absent(s) :</b>	21	Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Marc BONNIN, Patrice VERITE, Danièle ADAM, Michel APCHIN, Laurence DELAUNAY, Béatrice GUILLON, Véronique HENRY, Charles-Henri JAMIN, Benoit LAMY, Géraldine LE COZ, Alain LEFORT, Astrid LELIEVRE, Frédéric MORTIER, Patrice PEGE, Isabelle TAILLECOURS, Gabriel TAILLEE
<b>Nombre de votants :</b>	68	<b>Dont excusés ayant donné pouvoir : (16)</b>
-----		Michel PATTEE à Anatole MICHEAUD, Jérôme HARRAULT à Marie-Luce DURAND, Guy BERTIN à Jean-Yves FULNEAU, Marc BONNIN à Lionel FLEUTRY, Patrice VERITE à Alain BOISSONNOT, Michel APCHIN à Jean-Pierre ANTOINE, Laurence DELAUNAY à Danielle LEGUAY, Béatrice GUILLON à Jack LOYEAU, Benoit LAMY à Alain PASSEDROIT, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET, Alain LEFORT à Claudia CHARTIER, Astrid LELIEVRE à Jean-Michel MARCHAND, Frédéric MORTIER à Nicole PEHU, Patrice PEGE à Sylviane LE COQ, Isabelle TAILLECOURS à Eric TOURON, Gabriel TAILLEE à Patrice MOUCHAR.
<b>Secrétaires de séance :</b>		<b>Absents : (21)</b>
<i>Madame Jacqueline TARDIVEL,</i>		Rodolphe MIRANDE, Sophie SARAMITO, Fabrice ANGER, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Fabrice DUFOUR, Gilles GOUZIL, Renaud HOUTIN, Marie-France LE NEILLON, Lydia L'HERROUX, Eric MIGNOT, Nathalie MORON, Laurent NIVELLE, Nicolas OGHEREAU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Caroline RABAULT, Didier ROUSSEAU, Marie SEYEUX, Michel SIRE, Florian STEPHAN, Sylvie TAUGOURDEAU
<i>Conseillère communautaire de la</i>		
<i>Commune de Vernantes et</i>		
<i>Monsieur Grégory PIERRE,</i>		
<i>Conseiller communautaire de la</i>		
<i>Commune de Villebernier</i>		

### **GARANTIE D'EMPRUNT - OPH SAUMUR HABITAT : ACQUISITION-AMÉLIORATION DE 5 LOGEMENTS SITUÉS 23 PLACE DE LA POTERNE - SAUMUR**

Pour financer, dans le cadre du parc social public, l'opération d'acquisition-amélioration de 5 logements situés 23 place de la Poterne à St Hilaire St Florent (Saumur), l'Office Public de l'Habitat (OPH) SAUMUR HABITAT a décidé de contracter, auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), un prêt d'un montant maximum de 260 095 € composé de 3 lignes.

L'OPH SAUMUR HABITAT a requis la garantie de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à hauteur de 100% pour le remboursement de ce Prêt, soit un montant de 260 095€.

La présente garantie est accordée aux conditions ci-dessous :

Prêt CDC	Montant	Index	Taux	Durée
PLAI	56806,00 €	Livret A	0,55%	40 ans
PLUS	128289,00 €	Livret A	1,35%	40 ans
Prêt BOOSTER – Soutien à la production	75000,00 €	Taux Fixe	0,99%	30 ans
<b>TOTAL</b>	<b>260095,00 €</b>			

**Vu** l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'article 2298 du Code civil ;

**Vu** le Contrat de Prêt n° 105696 annexé à signer entre l'OPH SAUMUR HABITAT et la Caisse des dépôts et consignations ;

**le Conseil communautaire, après avoir pris connaissance des pièces établies par l'OPH SAUMUR HABITAT, et après en avoir délibéré, décide :**

- **D'ACCORDER** sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 260 095,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt n° 105696 constitué de 3 lignes ;

ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **D'ACCORDER** sa garantie pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. La garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;

- **DE S'ENGAGER** dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire s'y engage sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations ;

- **DE S'ENGAGER** pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Pour Extrait Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire

Jean-Michel MARCHAND



Matière de l'acte	7 – Finances locales	7.3 – Emprunts	7.3.4. - Garantie d'emprunt accordée aux bailleurs sociaux publics
-------------------	----------------------	----------------	--

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*